

Ch. de Montrouel

LA JACQUERIE
DANS LE VIVARAIS

de 1789 à 1793

PAR

SIMON BRUGAL

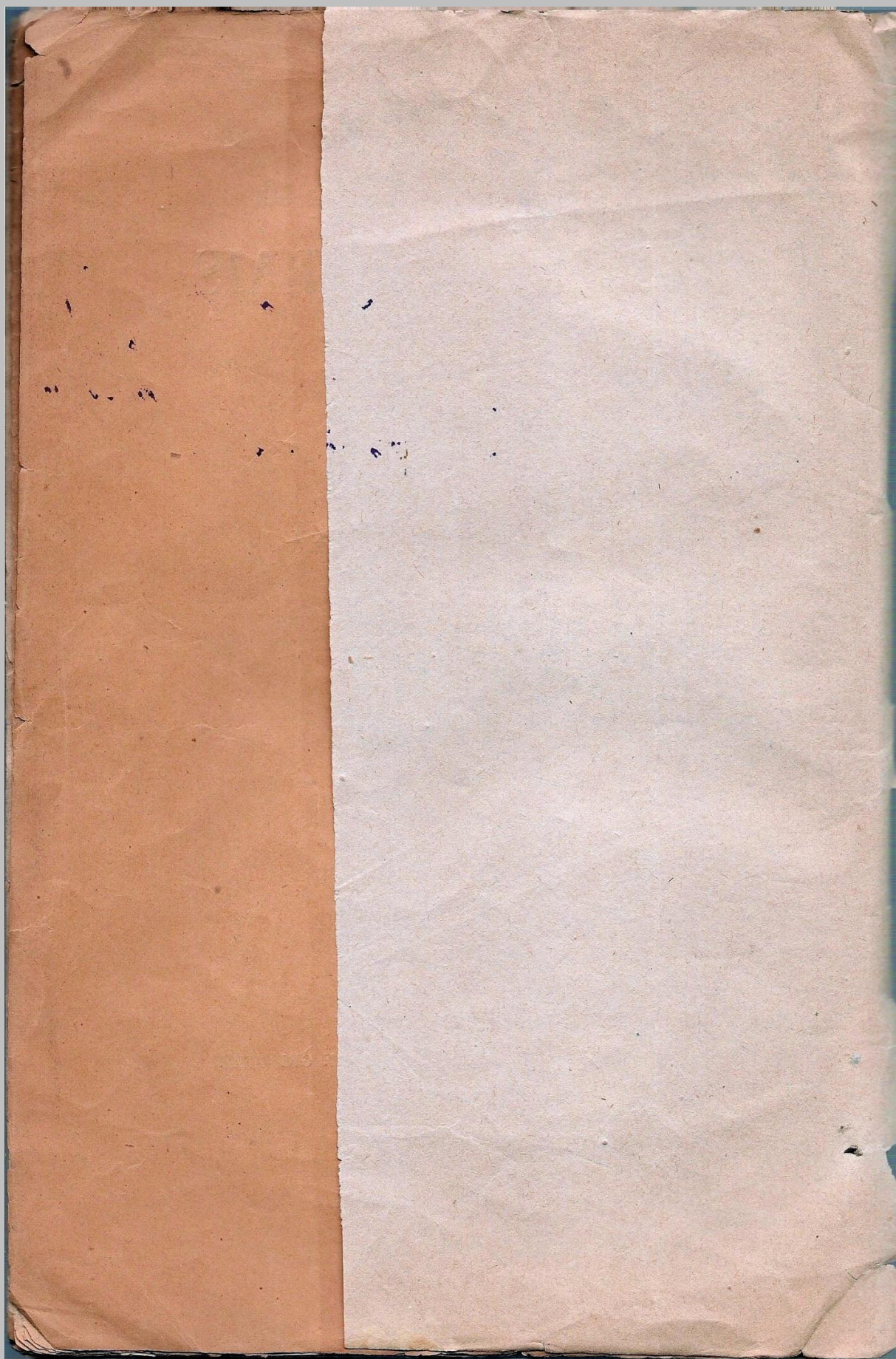


NANTES

IMPRIMERIE VINCENT FOREST ET ÉMILE GRIMAUD

PLACE DU COMMERCE, 4

—
1883



à Monsieur le Vicomte de Montravel,
Hommage de son dévoué
compatriote, Firmin Boissier

(Simon Brugat),
de Vernon

Rédacteur en chef du Messager
de Toulouse.

LA JACQUERIE DANS LE VIVARAIS

DE 1789 A 1793

Extrait de la *Revue de la Révolution*. — Avril et Mai 1883.

Auguste Auger

LA JACQUERIE

DANS LE VIVARAIS

de 1789 à 1793

PAR

SIMON BRUGAL

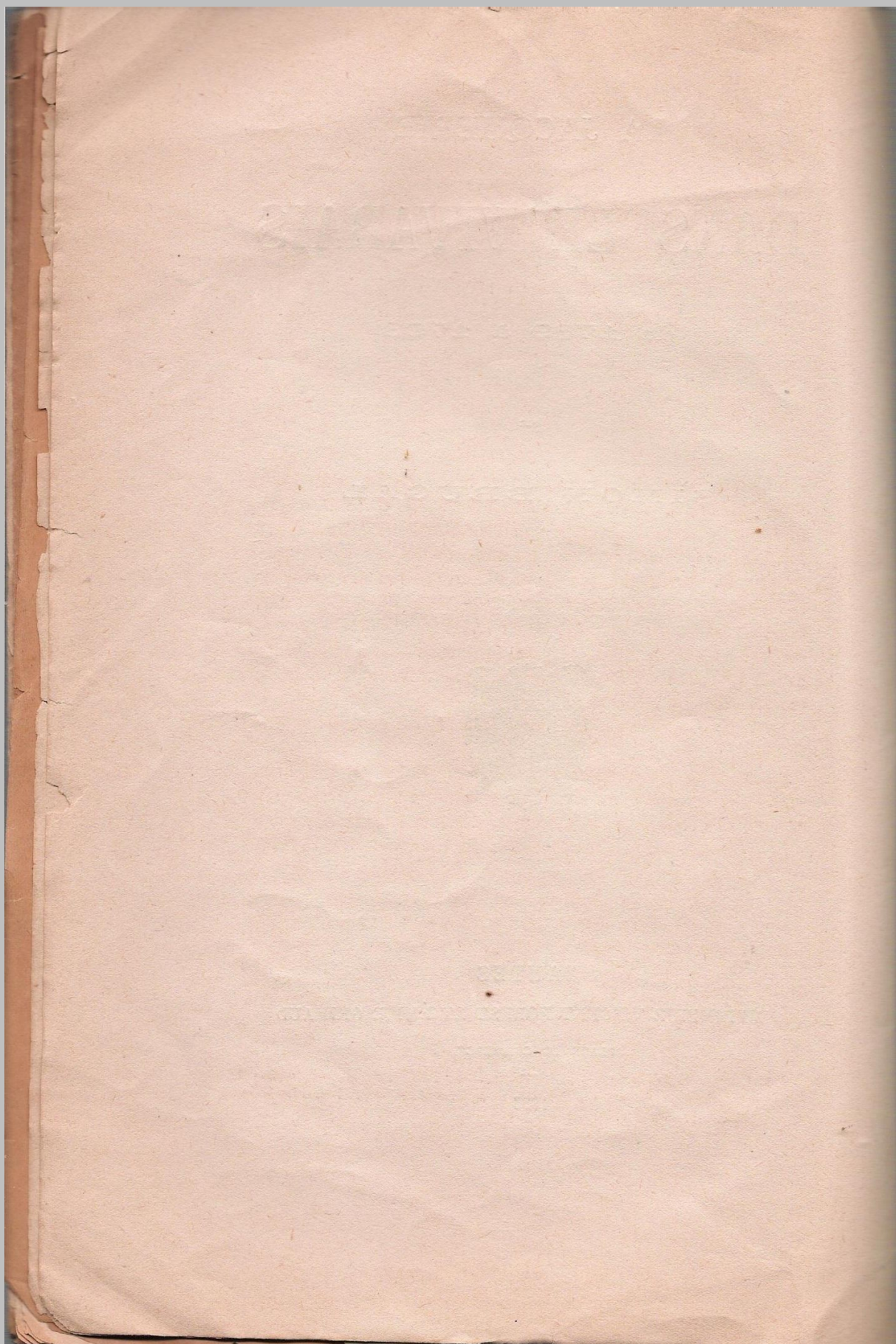


NANTES

IMPRIMERIE VINCENT FOREST ET ÉMILE GRIMAUD

PLACE DU COMMERCE, 4

—
1883



LA JACQUERIE DANS LE VIVARAIS

DE 1789 A 1793

I

Il ne faut pas croire que la Terreur ait commencé seulement en 1793. Elle entre en scène le lendemain même de la prise de la Bastille. De récents ouvrages, notamment ceux de MM. Taine et Gustave Bord¹, nous montrent les conséquences de cette victoire de l'émeute parisienne. D'un bout à l'autre de la patrie française, passa comme une épidémie de crimes. Le pillage, l'incendie, l'assassinat, toutes les passions furieuses d'une populace déjà corrompue par les doctrines du philosophisme et de la franc-maçonnerie, se donnèrent libre carrière, en face des autorités impuissantes ou complices.

Le Vivarais n'échappa point à ces précoces désordres de la Révolution.

Pendant les six premiers mois de l'année 1789, cette vieille et vigoureuse province avait joui de la plus profonde tranquillité. Mais, tout à coup, vers la mi-juillet, des nouvelles alarmantes se répandent dans les localités riveraines du Rhône, et de là se propagent dans les hameaux les plus reculés des sénéchaussées d'Annonay et de Villeneuve-de-Berg. On fait courir le bruit que le Dauphiné vient d'être envahi par dix mille Piémontais, qui s'avancent, saccageant les fermes, brûlant les moissons et coupant les arbres. La panique s'empare de tous les esprits; on se réunit, on s'arme; chaque paysan achète pour sa défense un fusil, de la poudre et des balles. Cette épouvante — dont le souvenir se conserve

¹ H. TAINE : *La Révolution*, t. I. Paris, Hachette, 1878. In-8°. — Gustave BORD : *La prise de la Bastille et les conséquences de cet événement dans les provinces*. Paris, Champion, 1882. In-18.

encore dans les traditions vivaraises — fut désignée sous le nom de *paourasso*, la « peurasse », la grosse peur¹. On sait aujourd'hui que cette même frayeur de brigands imaginaires envahit toute la France, à la suite d'un mot d'ordre.

Il n'y avait, en effet, rien de fondé dans ces rumeurs sinistres : elles étaient propagées à dessein et grossies à plaisir par les émissaires de la Révolution. Celle-ci avait d'ailleurs tout intérêt à ce que les paysans s'armassent, non pour repousser une invasion chimérique, mais pour faire la chasse aux nobles, dès que le signal aurait été donné. La propagande démagogique faisait en même temps son œuvre. Des individus, soudoyés, et d'après des instructions venues de Paris, mettaient sous les yeux du peuple crédule des libelles séditieux, des pancartes, où se lisaient ces mots : « Le roi ordonne de brûler tous les châteaux ; il n'en veut pas d'autre que le sien². » Ces excitations produisirent tout l'effet qu'en attendaient leurs auteurs sur les montagnards impressionnables du Vivarais : les uns, tarés ou besoigneux, se soulevèrent ; les autres, honnêtes gens terrifiés, s'effacèrent devant la licence sans frein, le pouvoir affaibli, les lois sans force et les tribunaux sans activité.

Le mal, dans l'espace d'un mois, atteignit de telles proportions que, le 19 août 1789, les magistrats de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg se crurent obligés d'en appeler au Roi pour faire cesser les désordres, et lui adressèrent un rapport très circonstancié pour l'instruire de l'état des esprits et des choses, dans cette partie de la province.

Ce Rapport, dont nous possédons une copie complète³, et dont nous allons donner le résumé, est le procès-verbal exact de tous les désordres qui se sont produits, en juillet et août 1789⁴, dans le Mailhaguès et les mandements de Jaujac et de Borne⁵.

¹ E. FILHOL : *Histoire d'Annonay*. Annonay, 1882. In-8°, t. III, p. 7.

² MOLLIER (l'abbé) : *Recherches historiques sur Villeneuve-de-Berg*. Avignon, 1866. In-8°, p. 317.

³ Il en a été publié un fragment important dans MOLLIER : *Recherches, etc.*, p. 319, 323.

⁴ Disons, une fois pour toutes, que les faits racontés par nous sur la Jacquerie rurale dans le Vivarais sont basés sur des documents authentiques. Ces documents, originaux ou copies manuscrites, nous les avons recueillis, depuis vingt ans, chez les curés de campagne, dans les anciennes familles du pays et dans les papiers des mairies. Ils font aujourd'hui partie de nos archives.

⁵ On donnait ce nom à trois subdivisions territoriales du Bas-Vivarais.

Les premiers attroupements eurent lieu à Rochemaure ¹, sur la rive droite du Rhône. Le 9 août 1789, les habitants de ce bourg, sous la conduite d'un portefaix nommé Verdier et d'un ancien régent des Petites-Écoles, nommé Combai, se ruèrent en masse et en armes vers la demeure de MM. de la Blachère, de Chambon, de Laubans, Privat et Charre, et des dames Le Blanc. Ils enfoncèrent les portes des maisons à coups de hache, brisèrent les armoires et enlevèrent tous les titres et papiers de famille, qu'ils brûlèrent sur la place publique, en dansant des farandoles. La municipalité assistait, spectatrice indifférente, à ces feux de joie d'un nouveau genre. Le lendemain, la même bande se rendit à Meysse, paroisse voisine de Rochemaure, envahit la maison de M. des Hières, seigneur du lieu, et brûla également tous ses papiers. M. des Hières était absent : un domestique ayant voulu résister aux envahisseurs, fut tué par l'un d'eux d'un coup de crosse de fusil. Le même jour, attroupements à Aps ² et à Saint-Montan, canton de Viviers. Ceux de la communauté d'Aps, au nombre de deux cents, saccagèrent le château du baron de Beaune-Montaigut de Bouzols ³, maltraitèrent cruellement le juge seigneurial et ses enfants, et lui volèrent son argent. Pour échapper à la fureur des brigands, le procureur fiscal sauta, par une fenêtre fort élevée, dans la rivière d'Escoutay qui baigne le rocher sur lequel est bâti le château, et périt dans la chute. Les attroupés de Saint-Montan avaient pour chef un charbonnier de la Dent-d'Arès, nommé Pierre Lussas. Dans une seule journée, ils pillèrent les maisons de tous les propriétaires riches de la commune, ainsi que le château de Montmale, appartenant au chevalier de Sault. Le charbonnier Lussas déclarait « infâmes et traîtres à la patrie » les paysans qui ne voulaient pas se réunir à sa bande, et menaçait de faire fusiller les récalcitrants.

Au Pouzin, M. d'Arbalestrier, officier de marine, seigneur de Lagardette, fut assassiné à coups de couteau, et des mégères souillèrent son cadavre de leurs ordures. Quel était son crime ? Il était

¹ Tous les noms de lieux cités dans ce travail appartiennent aujourd'hui, sauf indication contraire, au département de l'Ardèche (ancienne province du Vivarais).

² Aps, l'ancienne *Alba Helviorum*, la capitale des Helviens, ruinée l'an 420, par Crocus, roi des Vandales. (Rouchier, *Hist. du Vivarais*, t. I, p. 214.)

³ Ce château, depuis peu restauré, est un des plus curieux spécimens de l'architecture féodale. Il fut successivement la propriété des Lagarde d'Adhémar de Montell, des comtes de Poitiers, des Labaume-de-Suze-Plaisian et des Beaune-Montaigut. Il appartient aujourd'hui à un médecin, le docteur Gaillard.

noble et voulait calmer les esprits. Un misérable scribe, qui devint plus tard un dangereux terroriste, avait ameuté contre lui toute la populace. Il ne fut jamais poursuivi ¹.

M. de Balazuc de Montréal ² fut obligé de quitter son château de Chomérac, et, pour se dérober à la poursuite de ses emphytéotes qui menaçaient de le pendre, il se réfugia dans la ville de Viviers, chez son neveu, M. de Roqueplane ; mais ils furent chassés tous les deux par des gens masqués qui avaient déjà dévalisé les maisons riches de cette ville ³.

Au Teil, des barques qui remontaient le Rhône, chargées de grains et de farines, furent pillées de fond en comble.

Plusieurs prieurs, notamment ceux de Lugdarès et de Sablières, furent excédés, insultés, et expulsés de leurs paroisses par les habitants.

Un avocat, profitant de la solennité des fêtes de Noël, rassembla dans les églises, au son du tocsin, les paysans égarés des environs de Mayres, monta dans les chaires, prêcha publiquement la Révolution et invita ses auditeurs à s'armer contre les nobles, assurant les pauvres qu'ils seraient désormais exempts d'impôts, de cens et de dîmes. Puis, suivi d'une foule que ses discours avaient soulevée, il fit destituer des consuls, des juges consulaires et des chefs de milices bourgeoises. Sur ses instigations encore, les habitants de Thueys créèrent parmi eux une sorte de conseil suprême auquel ils attribuèrent le droit de vie et de mort et le pouvoir de juger souverainement de toutes les propriétés.

Le Rapport des magistrats de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg conclut en ces termes :

« On vient de spolier le château de M. de Blou, à Chadenac, et
« de brûler celui de M. de Bernardy, à Burzet. Les voyageurs sont
« arrêtés et rançonnés ; le commerce est interrompu, l'agriculture
« abandonnée ; les gens de bien tremblent, et les alarmes sont
« augmentées encore par la frayeur que répand dans tout le Viva-
« rais le nommé Degout, dit Lachamp, fameux scélérat, qui, à la

¹ Le docteur Francus : *Voyage autour de Privas*, page 509.

² M. de Balazuc-Montréal était le descendant d'un ligueur catholique, surnommé le *brave Montréal*, lequel, à la fin du XVI^e siècle, enleva aux protestants du pays presque toutes leurs places fortes et rendit à la religion de signalés services. En 1788 et 89, M. de Balazuc-Montréal avait présidé toutes les assemblées que tint l'ordre de la noblesse du Bas-Vivarais pour nommer des députés aux États généraux.

³ M. de Balazuc passa de Viviers au Pont-Saint-Esprit, où il mourut en 1792.

« tête d'une troupe de brigands, a déjà mis à contribution plusieurs
« villages, et se propose de venir forcer les prisons de la séné-
« chaussée pour trouver un renfort assuré en délivrant les pri-
« sonniers, se soustraire au supplice et brûler les papiers du greffe
« où se trouve la sentence qui l'a condamné à la roue, il y a six
« ans. »

C'est ainsi que commença la Révolution en Vivarais, et ce Degout dont nous allons parler fut son premier apôtre.

II

Degout-Lachamp a laissé, dans le Vivarais, les mêmes souvenirs d'épouvante et d'horreur que Mandrin, dans le Dauphiné. Au dire des anciens du pays, Degout était bel homme : il portait crânement le feutre cévénol, et, avec son gilet d'indienne à fleurs rouges, sa large ceinture bleue, ses longues moustaches et ses grands pistolets, toujours chargés jusqu'à la gueule, il inspirait aux hommes de sa bande, malandrins de village, une sorte de vénération. Ceux-ci lui disaient : « Monsieur. » Lui se faisait passer pour le fils naturel de M. de Gout de Vissac, seigneur de la Souche, petite paroisse perdue dans les ravins du Suc de Bauzon ¹. Malgré sa haine pour l'aristocratie, il affichait des prétentions nobiliaires, écrivant son nom en deux mots. D'après une lettre de lui, que nous possédons, et où l'écriture du corps de la lettre n'est pas conforme à celle de la signature, on peut conclure que ce père de la Révolution vivaraise ne savait guère écrire. Mais ses dons naturels étaient, comme on va le voir, nombreux et propres à sa mission.

Pour masquer ses déprédations et dépister la maréchaussée, Degout exerçait le métier de colporteur. D'une force herculéenne et d'une agilité peu commune (il avait alors 35 ans), le Mandrin du Vivarais ², prit part, en 1783, à la mystérieuse insurrection des *Masques armés* ³; et, pour ce fait, il avait été condamné à la roue par contumace. Mais, réfugié avec ses hommes dans les bois du

¹ Une des plus hautes montagnes du Bas-Vivarais.

² Nous avons pu ressusciter la physionomie de ce personnage, grâce aux renseignements que nous fournit, il y a quelques années, feu M. l'abbé Deydier, mort curé de la Souche, à l'âge de 86 ans.

³ C'étaient des hommes masqués, ayant la plupart le visage barbouillé de suie, qui brûlaient les études de notaires, pillaient les maisons des praticiens et pourchas-

Bourrenc et de Combescure, il se moquait de la justice et des gendarmes. Un jour qu'il se trouvait au marché des Vans, sous son déguisement de colporteur, Degout entendit, sur la place publique, des bourgeois bien mis, venus d'Alais et de Nîmes, amener les paysans, aux cris de : « Guerre aux châteaux ! Paix aux chaumières ! » Le bandit comprit que l'autorité n'existait plus, et qu'il pouvait désormais, sans rien craindre, donner une formule précise et légale à sa vie de meurtres et de rapines. Il avait alors élu provisoirement domicile dans la paroisse de Sablières. Immédiatement, il rassemble ses anciens pillards de l'époque des Masques, auxquels se joignirent quelques paysans envieux et cupides des paroisses de Payzac, Thines, Saint-Jean-de-Pourcharesses, Saint-Mélany, Dompnac et Montselgues. La bande se composait en tout d'une soixantaine d'hommes.

Le 17 juillet 1789, ils envahirent la maison de M. Pierre France, collecteur de la paroisse de Sainte-Marguerite-la-Figère. Degout comptait s'emparer de l'argent de la collecte ; mais il fut déçu dans son espoir. Cinq jours auparavant, M. France était allé verser cet argent à la recette de Viviers. Dans leur désappointement, les bandits lui brisèrent tous ses meubles et lui enlevèrent toutes ses provisions. Le lendemain, ils furent plus heureux chez M. Barrot ¹, notaire au Planchamp (Lozère), et dont ils dévalisèrent le coffrefort. Mais ceci n'était que le prélude de plus grands crimes. Degout haïssait principalement les nobles du pays, et l'un d'entre eux, M. d'Alméras de Brès, plus que tous les autres. Il résolut de mettre le feu à son château et de le massacrer, lui et sa famille ².

Prévenu à temps, M. d'Alméras sut déjouer par la fuite les projets de Degout et de sa bande. Retiré chez son fils cadet, vicaire à

saient les hommes d'affaires. Une Commission du Parlement de Toulouse fut envoyée dans le Vivarais pour juger les séditeux. Nous nous proposons de raconter, un jour, cette insurrection dans tous ses détails.

¹ C'était le grand-père du célèbre Odilon Barrot.

² Grâce au savant abbé Canaud, curé de Gravières, nous pouvons raconter ici, dans les détails les plus circonstanciés, cette affaire du château de Brès qui terrifia la contrée. M. Canaud a bien voulu nous communiquer un manuscrit en sa possession, dû à M. d'Alméras lui-même, et relatant tous les malheurs éprouvés par la famille de Brès, pendant la première tourmente révolutionnaire. Nous avons complété le récit de M. d'Alméras, par les détails contenus dans une Relation de M. des Chadenèdes, premier consul-maire de la ville de Vans et commandant de la milice bourgeoise. Dans cette Relation, adressée au lieutenant-criminel M. de Tavernol, l'auteur décrit tous les excès commis par les brigands des cantons des Vans, de Joyeuse et de Valgorge, du 15 juillet au 25 août 1789.

Robiac, le malheureux gentilhomme avait cru pouvoir laisser à Brès sa femme et sa fille. Ne se supposant pas personnellement menacées, les deux dames prenaient le frais, le soir du 17 août, sur la terrasse du château. Soudain deux coups de feu retentirent, — et les balles, passant à six pouces au-dessus de Mme et de Mlle de Brès, allèrent s'aplatir contre le chapiteau d'une porte, qu'elles ébréchèrent. Mlle de Brès tomba évanouie : sa mère, plus courageuse, cria au secours. Tous les domestiques, armés de fusils, accoururent ; la bande, cachée dans les environs, se dispersa. Mais c'était pour revenir quelques jours après. En effet, le 25 du même mois, Degout et ses hommes réparurent. On avait eu le temps de prendre quelques précautions et de prévenir quelques amis. Les brigands commencèrent par mettre le feu à un grand corps de bâtiment dont M. d'Almèras se servait pour ses exploitations agricoles. Ce bâtiment se composait d'une grange pour le blé, d'une cave pour le vin, d'un grenier à foin, d'un bûcher pour le bois et d'une *cocoonnière*¹. Tout fut réduit en cendres ; les murs seuls restèrent debout. Degout animait ses hommes et leur disait : « Au nid du hibou, maintenant. » Ils se dirigeaient en désordre vers le château, et ceux qui le défendaient chargeaient leurs armes, lorsqu'un émissaire de Degout-Lachamp arriva tout essoufflé de Payzac, annonçant que quatre cents gardes nationaux, des Vans et de Chambonas, commandés par M. des Chadenèdes, s'avançaient vers Brès en toute hâte. Les brigands se retirèrent vers la montagne du Puech, contemplant leur œuvre et narguant M. des Chadenèdes.

Ce mauvais coup était prémédité de longue date. Un jour du mois précédent, buvant dans l'auberge de la Croix-de-Fer, à une lieue de là, le chef de la bande avait dit publiquement qu'il voulait démolir le château de M. de Brès et « mettre la pierre la plus haute la plus basse ». Un honnête cultivateur, Pierre Couderc, de Montselgues, ayant eu le courage de faire à Degout quelques remontrances, fut tué d'un coup de pistolet par celui-ci, au moment où, monté sur sa mule, ce brave homme reprenait le chemin de son village. Les brigands avaient pour armes des fusils, des poignards et d'énormes coutelas. En route, Degout arrêtait les paysans pour grossir sa troupe et disait crûment : « Cette fois, il faut que les nobles et les notaires y *pètent*. » Il menaçait, comme le charbon-

¹ Lieu couvert où l'on élève les vers à soie.

nier Lussas, de fusiller les paysans qui ne voulaient pas le suivre. Ceux-ci, pris de peur, suivirent et laissèrent faire. Quelques-uns même paraissaient fort contents. L'un d'eux que nous ne nommerons pas, parce que ses descendants existent et sont fort honorables, s'écria : « Enfin, nous aurons raison de ces b..... de nobles ; on « porte vingt-cinq livres de corde pour les pendre. » A quoi une femme ajouta : « Et ils ne l'auront pas volé. S'ils ont de beaux « habits et mangent de bons morceaux, qui les paye, sinon le pauvre « paysan ¹ ? » On voit que les théories des politiciens du temps ne tombaient pas sur un terrain stérile et ne restaient pas à l'état de lettre morte. Il se trouvait des traîtres d'ailleurs jusque dans la domesticité de M. de Brès. Son maître-valet, Jeannin, était complice des brigands. Cet individu affectait de ne jamais quitter la cocarde tricolore, pendant la semaine. — « Pourquoi donc, Jeannin, « portes-tu sans cesse la cocarde ? lui demanda un jour M. de Brès. » — « Parce que, répondit-il, je suis du Tiers, et que le Roi le veut « ainsi. » Il avait récolté cette phrase sonore dans les cabarets, et la répétait en véritable perroquet. Pour donner le change sur leur scélératesse, les meneurs révolutionnaires faisaient à tout propos intervenir à cette époque la personne du Roi, — tant ce nom conservait encore de prestige dans l'esprit des classes rurales !

Le malheureux M. de Brès ne fut pas quitte, avec les brigands, par l'incendie de ses communs et de ses fermes. Dans les premiers mois de 1791, Degout reparut avec sa troupe, assassina deux domestiques du château, ravagea les blés du gentilhomme et mit le feu à ses moulins à huile. M^{me} de Brès fut poursuivie à coups de pierre en revenant de l'église de Payzac. Un de ses fils, l'abbé d'Almèras de Brès, celui qui était vicaire à Robiac (diocèse d'Uzès), fut arrêté aux environs de Berrias. On lui enleva sa montre, son argent, jusqu'à ses vêtements, et on l'aurait massacré sans la courageuse intervention de M. Rivière de Larque, juge de paix de Bannes, qui lui fit un rempart de son corps ². Plus tard, les mêmes brigands investirent une troisième fois le château de Brès et, d'un coup de fusil, tiré à bout portant, tuèrent le fils aîné de la maison, au moment où il prenait son repas, entouré de sa femme et de ses quatre enfants. Celle-ci était la fille de M. de Tavernol, le lieutenant-criminel de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg, le ma-

¹ Relation manuscrite, de M. des Chadenèdes, p. 3.

² Mémoire manuscrit, de M. d'Almèras de Brès, p. 5.

gistrat même qui, de concert avec les commissaires du Parlement de Toulouse, MM. d'Aguin, de Saint-Géry et d'Albis de Belbèze, avait condamné Degout à mort. N'était-ce point là une des principales causes de l'acharnement infernal du bandit contre la famille de Brès ¹ ?

III

Avant la Révolution, le Vivarais possédait trois puissants monastères : l'abbaye de Mazan, l'abbaye des Chambons et la chartreuse de Bonnefoy.

L'abbaye de Mazan (*Mansiada*) se trouvait être, d'après dom Vaissette ², la plus ancienne abbaye cistercienne du Languedoc. Fondée en 1119, au pied du Gerbier-le-Jonc, non loin des sources de la Loire, par Jean, abbé de Bonneval, qui devint ensuite évêque de Valence, l'abbaye ne tarda pas à acquérir une grande réputation. Ses abbés étaient, avec le roi, conseigneurs de Villeneuve-de-Berg. Cette ville fut même bâtie par eux. M. l'abbé Mollier, dans ses intéressantes *Recherches historiques* ³, cite l'acte de paréage « pour l'établissement d'une *bastide* au lieu de *Berco*, » qui fut passé le 18 des kalendes de décembre 1284, entre Philippe-le-Hardi, roi de France, et Falcon, abbé de Mazan. Les ruines de la chapelle de l'abbaye qui existent encore dénotent d'ailleurs l'importance de cette maison religieuse ⁴. Le colossal édifice excita l'admiration de M. de Montalembert qui le visita en 1846, — préparant déjà sa consciencieuse et éloquente *Histoire des Moines d'Occident* ⁵.

¹ A dater de cette époque, nous perdons la trace de Degout-Lachamp. Que fit ce brigand pendant le règne de la Terreur ? Nos documents ne le disent pas. Nous le retrouvons, plus tard, en l'an VI, mais sous un autre déguisement. Il servait toujours la Révolution, mais cette fois hypocritement. Il était alors enrôlé dans ces associations de *faux chouans*, qui, sous prétexte de royalisme, commettaient dans le Vivarais les plus grands excès. Arrêté comme assassin de l'abbé Gaucherand, vicaire de Jaujac, il fut incarcéré dans les prisons de Privas où il mourut, d'après la rumeur publique.

² *Histoire du Languedoc*, édition Privat, t. IV, p. 601.

³ *Recherches historiques sur Villeneuve-de-Berg*, p. 62.

⁴ OVIDE DE VALGORGE : *Souvenirs de l'Ardeche*. Paris, tome II, p. 208.

⁵ Détail fourni par M. Chazallon, neveu de l'ancien curé de Mazan.

L'abbaye des Chambons (*Campi-Boni*) était presque aussi ancienne que celle de Mazan, — et, comme elle, de l'ordre de Cîteaux. Sa fondation remonte à l'an 1152. Elle eut pour fondateur Guillaume de Borne, riche seigneur du pays. Quoique située en Vivarais, l'abbaye des Chambons possédait de grands domaines dans le Gévaudan, et c'est à ce titre que l'abbé de ce monastère assistait, chaque année, aux États particuliers du diocèse de Mende, avec voix délibérative. Gaston d'Orléans honora l'abbaye des Chambons de ses libéralités, et l'illustre Belzunce, évêque de Marseille, en fut abbé commendataire. En 1757, lors d'une visite qu'il fit aux Chambons, le prélat enrichit l'église conventuelle d'un magnifique autel en marbre sculpté, qui a été sauvé du vandalisme révolutionnaire par un brave paysan des environs, nommé Brunel, et qui orne aujourd'hui la modeste église de Saint-Etienne-de-Lugdarès¹.

La chartreuse de Bonnefoy (*Bona-fides*) est du même siècle. Elle fut bâtie dans une vallée profonde du Mezenc², par Guillaume Jourdain, arrière-petit-fils de Raymond de Saint-Gilles, comte de Toulouse. On voit encore les ruines du mur d'enceinte, des tours du monastère, des bâtiments cénobitiques, et du clocher de la chapelle. Ces ruines indiquent un édifice gigantesque³.

Les chartreux de Bonnefoy se livraient surtout à la vie contemplative; les cisterciens de Mazan et des Chambons, à la culture des terres et des lettres. Ces trois maisons avaient d'immenses possessions dans la partie montagneuse du Vivarais, et les moines n'avaient pas peu coopéré à adoucir les mœurs des barbares *pagels*⁴. De superbes forêts de hêtres et de pins entouraient Bonnefoy. Cela déplut au chef des Jacques du Cros-de-Géorand et du Béage, un moine apostat nommé Michel. A la fin d'août 1790, tous les arbres de ces belles forêts furent coupés à coups de hache, et vendus à vil prix. Les bois de l'abbaye de Mazan et de l'abbaye des Chambons auraient subi le même sort, sans l'énergie de M. de Lacoste qui commandait la maréchaussée de Pradelles⁵ et qui dissipa les attroupements. Le conseil général administratif de l'Ardèche, encore

¹ Le docteur FRANCUS : *Voyage dans le canton de Valgorge*. Privas, 1879, p. 153.

² Le docteur FRANCUS : *Voyage aux pays volcaniques*. Privas, 1878, p. 280.

³ OVIDE DE VALGORGE : *Souvenirs*, etc., p. 183.

⁴ En Vivarais, on appelle : *pagels*, les habitants de la montagne, et *rayols* ceux du bas-pays.

⁵ C'était le frère du P. de Lacoste, le dernier abbé de Mazan.

composé d'éléments antirévolutionnaires, vota des remerciements et une mention honorable à M. de Lacoste pour sa belle conduite¹.

Mais, pour échapper aux Jacques, les trois grands monastères n'échappèrent point à la dévastation. Après le licenciement des religieux, tout ce qui leur appartenait fut vendu aux enchères, comme bien national. Il se produisit même, à ce sujet, de scandaleuses dilapidations. La vente du mobilier des Chambons, par exemple, au dire des vieillards de Borne et de Loubaresse, ne produisit qu'un total de 2,357 livres ; et les instruments agricoles, seuls, valaient trois fois cette somme. Puis, tant aux Chambons qu'à Mazan et à Bonnefoy, ce fut à qui, parmi les paysans, emporterait quelque chose. On vola tout, jusqu'aux pierres. Aujourd'hui rien n'est debout de ces maisons de Dieu, que des colonnes découronnées, que des pans de murs envahis par le lierre et la pariétaire.

Le même mois d'août 1790, les habitants de Prades et de Niegles, utilisant les principes proclamés par la Révolution, s'emparèrent des mines de houille, exploitées dans leurs communes. Ces mines, naguère la propriété du comte d'Antraigues (dont nous parlerons plus loin), appartenaient alors à MM. de Lachedenède, de Bernardy, Duclaux et Verny, d'Aubenas. Les *partageux* se mirent à les exploiter individuellement, chacun sur son propre terrain ; mais, comme ils manquaient d'outils et surtout de capitaux, cette exploitation eut deux résultats : la dégradation des mines et la misère noire de leurs nouveaux exploiters. Nous n'avons pas voulu négliger de signaler ce premier effet de liquidation sociale.

IV

L'année 1791 se passa, dans le Vivarais, sans crimes et sans brigandages. Mais, au mois de mars 1792, la Jacquerie rurale se reconstitua : une Jacquerie naturellement plus cynique et plus féroce encore que celle de l'an 1789. La Révolution avait marché.

Elle commença par les cantons d'Aubenas, de Thueyts et d'Antraigues, pour se terminer par les cantons de Bourg-Saint-Andéol, de Satillieu et de Joyeuse, et elle prit de telles proportions que le

¹ *Procès-verbal des séances de l'Assemblée administrative de l'Ardeche*. Privas, imprimerie P. Guillet, 1791. In-4°, p. 15.

Directoire du département de l'Ardèche fut obligé de requérir toutes les brigades de gendarmerie disponibles. Il envoya pareillement sur les lieux des commissaires pour apaiser les troubles. Mais ceux-ci n'apaisèrent rien : ils avaient peur des Jacques et, au fond, leur étaient sympathiques. Les procès-verbaux qu'ils rédigèrent à cette occasion, — et dont nous possédons une copie qui va nous servir pour ce récit, — le prouvent surabondamment.

La commune de Saint-Privat-sous-Aubenas donna le signal. Le 27 mars 1792, sur l'heure de midi, les habitants de cette commune, accourant à l'appel de leur procureur municipal, se rendirent, en masse, armés de haches, de pics et de pioches, au village de Bouys, près de la rivière d'Ardèche. Il y avait là de très belles plantations de mûriers, des jardins potagers, des prairies fertiles, le tout arrosé par les eaux de la rivière. Que font les Jacques de Saint-Privat ? Sous prétexte que ce village avait autrefois dépendu de leur communauté, ils s'emparent tout uniment des propriétés, se les partagent entre eux ; et, en bons administrateurs révolutionnaires, ils coupent les mûriers, renversent murs et clôtures, piétinent les jardins, vendent, au prix de cent livres, à des charpentiers d'Aubenas, les bois coupés, — et, le soir, vont au cabaret boire l'argent, pendant que leurs femmes font, à la lueur des *farasses*¹, une farandole enragée. M. Vincent, juge de paix du canton d'Aubenas, se contenta d'instrumenter, et MM. Gleyzal et Bruyère, commissaires délégués, écrivirent tranquillement au Directoire départemental que les désordres de Saint-Privat « étoient bien regrettables. »

Le lendemain, 28 du même mois, le tocsin sonne à Meyras, forte commune du canton de Thueyts. Des gens s'attroupent, hommes, femmes et enfants, et, sur un mot d'ordre mystérieusement donné, enfoncent les portes de la maison d'un habitant, M. Duffaut. Tout fut pillé et saccagé ; on enleva même jusqu'aux poutres de la toiture, jusqu'aux boiseries des fenêtres. Le propriétaire était absent. Bien lui en prit. Des femmes parlaient de le *taradoutirer*². Dans le procès-verbal qu'il rédigea sur ces troubles, Jean-Pierre Serret, procureur de la commune de Meyras, s'exprime en ces termes : « Ayant voulu, les officiers municipaux et moi, représenter aux attroupés l'énormité de leur attentat et les rappeler au respect dû aux propriétés, plusieurs desdits attroupés,

¹ *Farasse*, mot du pays, servant à désigner des torches de paille allumées.

² Autre mot du pays, signifiant : scier en deux avec une grande scie.

« brandissant des haches et des fusils, et gardant l'entrée de la maison du sieur Duffaut, nous ont répondu avec menaces, que, nous aussi, nous étions des *aristocrates*, et que nous eussions à nous retirer à l'instant. » La municipalité, tremblant de peur, se retira. Duffaut n'était pourtant pas noble. Il appartenait à la petite bourgeoisie ; mais il était l'intendant du comte d'Antraigues, devenu la bête noire des démagogues du Vivarais, après avoir été leur idole.

Emmanuel-Louis-Henri de Launay, comte d'Antraigues, donna d'abord des gages sérieux à la Révolution, par ses *Mémoires sur les États généraux*. Elu député de la noblesse du Bas-Vivarais à la Constituante, il ne tarda pas à se raviser et fut un des plus ardents défenseurs des prérogatives royales. Il fit ensuite partie de la première émigration, rejoignit les princes à Coblenz et, plus tard, fut employé à diverses missions par Louis XVIII et l'empereur de Russie. Il a laissé la double réputation d'un écrivain de talent et d'un aventurier. Il était cependant, quoiqu'en ait dit Mirabeau dans son *Courrier de Provence*, de fort bonne famille et bien apparenté. M. de Saint-Priest, un des derniers ministres monarchiques de Louis XVI, était son oncle. Né en 1755, selon les uns au château de la Bastide, selon les autres à Villeneuve-de-Berg, le comte d'Antraigues mourut en 1812, assassiné, avec sa femme, la Saint-Huberty, ancienne actrice, à quelques milles de Londres, par un de ses domestiques.

De tous les gentilshommes du Vivarais, le comte d'Antraigues est celui qui eut le plus à souffrir de la Jacquerie rurale de 1792. Les châteaux qu'il possédait dans la contrée furent ou brûlés ou démantelés. Un écrivain du crû, très original, mais peu sûr, le docteur Tourette, représente le comte d'Antraigues comme un homme « hautain et dur dont la conduite contrastait avec les principes ». Aussi, ajoute-t-il, « à l'heure du danger, pas un ami ne se présenta pour défendre ses châteaux qui tombèrent entre les mains des « niveleurs » ¹. Tout différent est l'avis de M. Henry Vaschalde, autre écrivain ardéchois. Aux assertions sans base du docteur Tourette, il oppose le testament fait, en 1789, par le comte d'Antraigues, la veille de son départ pour Paris. Ce testament est, en effet, l'œuvre d'un grand seigneur libéral et bienfaisant ².

¹ Vals et ses environs, p. 84.

² Notice sur le comte d'Antraigues, publiée dans le *Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de l'Ardèche*, 1^{er} semestre 1882. Privas. In-8°, p. 409.

L'histoire s'accorde à dire que le comte d'Antraigues fut un ami éclairé des lettres et des arts. Il avait, dans sa jeunesse, beaucoup voyagé, surtout en Italie, et, au retour de ses voyages, il avait fait de son château de la Bastide ¹ un véritable musée, riche en tableaux de maîtres, en belles statues, en livres rares. Au fond, le crime du comte d'Antraigues, aux yeux des démagogues, était d'être noble, comme MM. d'Arbalestrier, de Balazuc, d'Alméras de Brès et tant d'autres, et surtout d'avoir, en voyant où elle menait, abandonné la Révolution. Il y eut aussi dans la dévastation de ses propriétés l'accomplissement de mystérieuses vengeance particulières. Les procès-verbaux des commissaires du département indiquent bien, comme chef apparent des démolisseurs et des incendiaires, un certain Burlatier, du bourg d'Antraigues, la terreur du canton, et qui fut dénoncé aux gendarmes par sa propre famille. Mais ce Burlatier paraît n'avoir été qu'un instrument. Il résulte d'une note, publiée à la page 54 d'une *Lettre du comte d'Antraigues à MM. XXX, commissaires de la noblesse de B..., sur plusieurs éclaircissements concernant notre antique et seule légale constitution* ², que l'ordre de « brûler » et de « démanteler » serait venu de Paris d'abord, puis de Nîmes et d'Annonay : « Le récit de tout ce qui s'est passé « à mon égard, écrit le comte d'Antraigues, les noms des brigands « et des incendiaires, celui surtout de leurs chefs, forme, je l'avoue, « un morceau curieux, dont je saisis plus tard les tribunaux « légitimes. » L'éditeur ajoute au bas de la note : « Qu'il nous soit « au moins permis de dire que quatre châteaux appartenant à M. le « comte d'Antraigues, en Vivarais, ont été brûlés ou démolis dans la « même semaine. Tout ce qu'ils contenoient a été pillé, et des feux « énormes ont été allumés pendant plusieurs jours autour des dé- « combres, pour que la calcination des murs rendît les ruines mêmes « inutiles. Cela s'est passé du 20 mars au 1^{er} avril 1792, en vertu « des ordres signés à Paris, envoyés à Nîmes, de Nîmes à Anno- « nay, et de là aux brigands exécuteurs. » Nouvelle preuve de la vérité de cette accusation terrible formulée par M. Taine : « La « Jacquerie rurale fut provoquée par les députés du Tiers ³. »

¹ Ami de Jean-Jacques Rousseau, le comte d'Antraigues invita le philosophe de Genève à venir passer quelques jours au château de la Bastide, où il lui offrait la plus large hospitalité. La maladie empêcha l'auteur du *Contrat Social* de se rendre à cette invitation (Archives de feu le docteur Tourette).

² Paris, Fournier, 1792. In-8°.

³ *La Révolution*, t. I, p. 94.

Les quatre châteaux dont il est question dans cette note sont les châteaux de Castrevieille, du Bruget, de Laulagnet et de la Bastide. Les deux premiers, que l'on a restaurés et réédifiés, faisaient partie de la commune de Jaujac. On se contenta d'abattre leurs tours. Le château de Laulagnet, situé dans la commune de Saint-Cirgues de Prades, était la demeure préférée de la comtesse douairière d'Antraigues, née de Saint-Priest ¹. Il fut démantelé et complètement dévalisé, dans la soirée du 28 mars. Au son des cloches, cinq cents pillards, hommes ou femmes, accoururent. Les hommes portaient des marteaux et des *pulvers* (leviers); les femmes conduisaient des mulets et des ânes, chargés de longues sacoches et de grandes *banastes* ², pour le butin.

MM. Gleyzal et Bruyère, commissaires du département, arrivèrent à Laulagnet, comme les carabiniers de l'opérette, quand tout était fini : « Nous trouvâmes, racontèrent-ils dans leur *procès-verbal*, de « grandes quantités de meubles épars au milieu de la cour du « château. On avait entièrement dévasté les appartements, cassé « une partie des glaces et volé les autres. Les portes, les fenêtres, « les cheminées de marbre, les statues, les tableaux, tout a été « brûlé de ce que l'on n'a pu emporter, tels que linge, argenterie, « ustensiles de cuisine, fauteuils, chaises, vins, liqueurs et provi- « sions de bouche. De Laulagnet, les attroupés se sont transportés « à Prades et ont démoli trois tours au ras du toit du château de « M. de Montsevery. Ils sont ensuite passés dans plusieurs maisons, « forçant les propriétaires qu'ils savaient *n'être pas dans les prin-* « *cipes de la Révolution*, ou qu'ils croyaient égarés par un *fana-* « *tisme de religion*, de prêter serment et de maintenir la Consti- « tution. Il se sont emparés des armes de ces particuliers. »

Comme on voit ici percer le bout de l'oreille ! Pour un peu, MM. Gleyzal et Bruyère voteraient des mentions honorables aux saccageurs. Un des principaux griefs de ceux-ci contre M. de Vincentis de Montsevery ³, était de souffrir qu'un prêtre non

¹ Le château de Laulagnet avait d'abord appartenu à Christophe de Latour Saint-Vidal, marquis de Choisinnet, qui avait épousé Marguerite-Félicie d'Antraigues, grand'tante d'Emmanuel.

² *Banastes*, paniers en osier où l'on met des provisions. Nous puisons ces curieux détails dans le *procès-verbal* de MM. Gleyzal et Bruyère, commissaires du département.

³ La famille de Montsevery habite aujourd'hui le Gard, aux environs du Pont-Saint-Esprit.

assermenté « dît la messe chez lui ». Ce sont encore les commissaires qui parlent.

De Prades, les attroupés se rendent à Thueyts où ils démantellent pareillement le château de M. de Blou ¹. Puis, ils retournent à Jaujac, dansent sur la place publique et plantent au milieu de cette place un poteau énorme, où ils attachent plusieurs crochets en fer (probablement pour y pendre les aristocrates). En attendant, ces bandits obligent les bons catholiques « qui n'assistent pas à la messe du curé constitutionnel », de venir « baiser le poteau ». Ils appellent cet acte « rendre hommage à la nation. » Ce qui provoque de la part des commissaires-délégués cette réflexion miséricordieuse : « Il y a, parmi ces gens, beaucoup plus d'égarement « que de scélératesse. On leur a fait croire, d'ailleurs, qu'il existe « un décret ordonnant la démolition de toutes les tours qui se « trouvent aux châteaux, parce qu'on ne les regarde plus que « comme des maisons. Quant aux ennemis de la Constitution, ils « sont très nombreux dans ces montagnes. »

Cependant, ayant appris qu'une fraction nombreuse de pillards partaient pour aller mettre le feu au magnifique château de la Bastide, M. Gleyzal, qui était né non loin de là, dans la paroisse de Genestelle, essaya de faire des remontrances à quelques retardataires. On l'insulta, lui et son compagnon, et on leur dit : « Vous « et le département, vous nous trompez ; vous êtes des aristocrates ; « vous nous cachez les décrets qui portent la démolition des « châteaux. On vous mettra à la lanterne. » Cette menace produit son effet. MM. Gleyzal et Bruyère ne soufflent plus mot. Mais, le soir, un peu revenus sur le compte des attroupés, ils agrémentent leur procès-verbal d'un blâme nettement formulé, dans les termes que voici : « C'est chose constante et bien reconnue que nous « avons affaire à des *brigands* qui ne demandent que le pillage « et se portent à tous les excès. La démolition des châteaux « n'est qu'un prétexte. Ils font rançonner ceux qu'ils ne pillent « pas et appellent cela *traiter à l'amiable*. »

Des brigands, en effet, mais des brigands armés et soudoyés par la Révolution elle-même !

Partis deux cents du bourg de Jaujac, ils se trouvèrent au

¹ Déjà pillé en août 1789. Lettre de M. le comte de Blou, ancien conseiller général de l'Ardèche, à l'auteur de ce travail.

nombre de cinq cents, le lendemain, 29 mars, devant le château de la Bastide. Il en était venu de Nieigles, de Juvinas, d'Asperjoc, d'Antraigues, de Genestelle et de Cuze, chantant le *Ça ira !*

On commença d'abord par piller le château ; puis on y mit le feu. C'était un des plus beaux châteaux du Vivarais, fièrement posé sur une immense coulée basaltique, vomie par le volcan du Pic-de-l'Étoile. Au bas, roule un torrent de 150 pieds de profondeur. En face, se dresse le cratère rouge de la Coupe-d'Ayzac, si bien décrit par le naturaliste Faujas de Saint-Fond ¹. L'incendie du château de la Bastide dura toute la nuit, et les flammes s'élevèrent si haut qu'à quatre lieues de là, les habitants d'Aubenas se demandaient, épouvantés, si les volcans éteints du Vivarais se ranimaient. Aujourd'hui, ce n'est plus qu'un monceau de ruines imposantes.

Le 1^{er} avril, les attroupés se divisèrent en deux bandes : l'une se dirigea vers Vals ; l'autre vers Burzet. La première investit le château de M. des Combes, — qui transigea avec les brigands, leur distribua de l'argent et fit démolir lui-même ses tours ; l'autre ravagea les propriétés de M. de Bernardy, déjà spolié en 1789.

VI

Ce mois d'avril 1792, la Jacquerie, dissipée du côté de la montagne, se reforma sur les bords du Rhône, et, comme nous l'avons dit, se localisa d'abord dans le canton du Bourg-Saint-Andéol, puis dans les cantons de Satillieu et de Joyeuse.

M. de Drivet de Lavernade, notable de la ville de Bourg-Saint-Andéol, avait, à titre d'agrément, fait poser des créneaux en simples moellons au mur de son jardin. Le 7 avril, la populace, surexcitée, démolit le mur, détruisa le jardin et pilla la maison qui y était attenante.

Mise en goût, elle envahit, le lendemain, la propriété de M. de Digoine, et brisa la clôture du couvent des Ursulines. Pas une pierre ne fut laissée en place. Le soir, les bûcherons de la forêt de Luol arrivèrent par groupes à Bourg-Saint-Andéol, et firent lever toutes leurs amendes par la municipalité. Ils ne parlaient de rien

¹ FAUJAS DE SAINT-FOND : *Les Volcans éteints du Vivarais*, passim. -- Albert du Boys : *Album du Vivarais*, p. 246.

moins que de brûler la ville, mais ils se contentèrent d'incendier une maison appartenant à l'Ordre de Malte. Ces bûcherons restèrent une semaine au Bourg, où ils commirent les plus grands excès. Puis, avec d'autres vauriens et des paysans ivres, ils se donnèrent rendez-vous à Saint-Marcel-d'Ardèche. Là était le château de famille de l'illustre cardinal de Bernis ¹. On brûla dans la cour toutes les archives et tous les livres de la bibliothèque, — une des plus riches de la province. Les tableaux furent lacérés à coups de serpe. Une potence resta quinze jours dressée dans le village et sept, maisons, marquées à la craie, allaient être incendiées, quand les soldats de la garnison du Pont-Saint-Esprit dispersèrent les Jacques. Ceux-ci se cachèrent dans les bois de Bidon, de Saint-Remèze et de Saint-Martin-la-Pierre, où ils rasèrent les tours du château du Bousquet, propriété de M. le comte de Vogué ². Les désordres furent si grands dans ces régions, que les troupes du Pont-Saint-Esprit y tinrent deux mois garnison, la présence de MM. Bollioud et Boissy d'Anglas, commissaires envoyés par le département, n'ayant fait qu'envenimer les choses ³.

Dans le Haut-Vivaraïs, le château du marquis du Faur de Satillieu ⁴ aurait certainement été brûlé, ou du moins ravagé comme ceux de MM. de Bernis et de Vogué, sans une circonstance tout à fait imprévue. Le château de Satillieu fut sauvé par un riche paysan qui était l'ennemi juré du marquis. Cet individu, nommé Rieu, vit, un matin, rentrer chez lui une trentaine de personnes armées, qui venaient le chercher pour qu'il se mît à leur tête, afin d'aller brûler le château. Ces gens avaient l'imagination montée par des prédicants révolutionnaires de Tournon et d'Annonay, et ils étaient bien décidés à commettre un crime. Rieu leur dit : « Vous voulez que je sois votre chef, eh bien ! soit. » Il prend son fusil

¹ François-Joachim de Pierre de Bernis, ministre d'État, ambassadeur, archevêque d'Alby, cardinal, né à Saint-Marcel-d'Ardèche, le 22 mai 1715 ; mort à Rome, le 1^{er} novembre 1794.

² Un des aïeux de M. le comte Melchior de Vogué, ancien ambassadeur à Constantinople.

³ Tous ces renseignements sur la Jacquerie, dans le canton de Bourg-Saint-Andéol, nous ont été fournis par M. Teyssier, de Saint-Marcel-d'Ardèche, ancien receveur de l'Enregistrement. Il les tenait de son père, témoin oculaire des faits.

⁴ Le marquis de Satillieu fut député de la noblesse du Haut-Vivaraïs aux États généraux de 1789. En l'an XI, il présida le Conseil général de l'Ardèche. C'était un esprit très libéral et un bibliophile distingué. —

et s'avance à la tête de tous ces brigands. Ils avaient au moins trois quarts de lieue à parcourir avant d'arriver à la propriété de M. de Satillieu, et Rieu, qui possédait de longues jambes, affecta de faire marcher ses hommes au pas de course. Devant la porte du château, Rieu, la torche à la main, leur dit :

— « Mes amis, un moment ; fouillons auparavant les caves. Après la course, qui nous a un peu fatigués, il est à propos de boire un coup. »

— « Vous avez raison ! » répondent les brigands.

Et ils s'empresent de descendre dans les caves où ils trouvent toutes sortes de vins. Rieu parvint à enivrer les plus mutins, et leur donna à entendre que, n'ayant pas tout bu, c'était un excellent motif pour revenir un autre jour. Les ivrognes se retirèrent fort satisfaits. Le lendemain, cet honnête homme fit prendre des mesures pour que la scène de la veille ne se renouvelât pas. Le château resta indemne, et Rieu se contenta d'écrire à M. de Satillieu que c'était ainsi qu'il se vengeait de ses ennemis¹. L'acte de ce paysan méritait de n'être pas oublié : il repose l'imagination, troublée par le récit de tant de crimes.

Dans le canton de Joyeuse (Bas-Vivarais), les Jacques dévastèrent vers la même époque, les deux prieurés de Ribes et de Rosières, démantelèrent le château de la Saumès² et brûlèrent tous les papiers du château de Vernon. Il y avait là des titres fort anciens et fort précieux, relatifs à la famille d'Agrain, qui possédait au moyen âge les fiefs de Vernon, de Montréal, de Chazeaux, de Prunet et de Valgorge, et dont un des membres, Eustache d'Agrain, compagnon de Godefroy de Bouillon à la première croisade, avait été vice-roi de Jérusalem. Les attroupés, des estafiers venus de Joyeuse, forcèrent la vieille M^{me} Dussargues de Vernon, dont les deux fils avaient émigré, à mettre elle-même le feu à ces précieux parchemins. Cet acte de vandalisme eut lieu sur la plate-forme du Merlet, aux pieds d'une yeuse séculaire qui existe encore³.

¹ *Anecdotes curieuses et intéressantes arrivées dans différentes villes de France pendant la Révolution*, par M. F. D., Paris, 1814. In-8°, p. 22.

² Ce château vient d'être racheté par un descendant des anciens la Saumès, M. de Chanaleilles de la Saumès, sous-préfet de Corbeil et de Montélimart, sous le septennat du maréchal de Mac-Mahon.

³ Documents particuliers, en notre possession.

VII

Il nous reste à parler de la destruction des deux fameux châteaux de Jalès et de Bannes, qui, pendant trois ans, servirent de forteresses aux grandes fédérations catholiques et royalistes du Bas-Vivarais.

Cette fois, les destructeurs ne furent pas des paysans. La basse œuvre, ordonnée par les autorités officielles, fut accomplie par des soldats du 38^e de ligne et des volontaires nationaux du 2^e bataillon de la Haute-Garonne, en garnison dans le canton des Vans. Ces soldats, les volontaires surtout, étaient un fléau pour les honnêtes gens. Ils insultaient publiquement tous ceux qui avaient le courage de désapprouver leurs saturnales, hurlaient sans cesse le *Ça ira* et menaçaient tous les riches de la « lanterne ». M. de Brès, dont il est question plus haut, se sentant encore, en 1792, à la merci des brigands, crut bien faire de demander du secours aux autorités départementales. On lui envoya vingt-cinq de ces volontaires nationaux. Le remède devint pire que le mal. « Ces scélérats, » raconte M. de Brès, aussi méchants que mes ennemis, furent « bientôt d'accord avec eux. Ils se réunirent ensemble pour aggraver « mes malheurs. Ma maison fut le premier objet de leur commune « fureur et de leur vandalisme sauvage. Ils enfoncent mes portes « et mes armoires, renversent tout sens dessus dessous, boivent ou « jettent tout le vin de ma cave et vendent à qui veut les acheter « mon linge et mes meubles ¹. » Les plaintes des habitants de Chambonas, de Berrias et des Vans finirent cependant par amener le licenciement de ces troupes indisciplinées. Mais c'étaient bien là les hommes qu'il fallait pour détruire les deux grands foyers de la Contre-Révolution vivaraise.

Les châteaux de Jalès et de Bannes ne furent détruits que dans la première quinzaine de juillet 1792. Ils auraient dû l'être vers la fin mars, et c'est à l'opposition du général d'Albignac qu'il faut attribuer leur préservation temporaire. Ce général qui commandait à Nîmes, était d'avis de conserver les deux châteaux et d'y placer une forte garnison qui aurait surveillé la conduite des royalistes.

¹ *Mémoires sur les malheurs de la famille de Brès*, p. 9.

Telle n'était pas la volonté de l'Assemblée législative. Dans la séance du 20 mars, un député de la Haute-Loire, Lagrevol, réclama la démolition des châteaux de Jalès et de Bannes : « Il faut, dit-il, « pour l'intérêt de la Constitution, pour le repos des pays méridionaux, que ces châteaux disparaissent de la surface de la terre. « Si l'intérêt public vous commande, pouvez-vous hésiter d'obéir ? « Et sans égard même pour les propriétaires qui ont à s'imputer « d'avoir souffert les rassemblements, ou qui demanderont des « indemnités s'ils justifient de leurs oppositions. Je renouvelle donc « la motion qui a été faite hier : Les châteaux de Jalès et de Bannes « seront démolis, et les armes et munitions qui s'y trouvent seront « transportées au Pont-Saint-Esprit ¹. »

La motion fut adoptée ; mais, d'après les ordres du ministre de la guerre qui approuvait les plans du général d'Albignac, il y eut sursis pour l'exécution. Sursis de courte durée, dans tous les cas, puisque, le 8 juillet, le Directoire de l'Ardèche, séant en permanence à Joyeuse et « cédant, disait-il, aux vœux du peuple » (?), en ordonna la destruction immédiate.

Les soldats se mirent à l'œuvre. Pour Jalès, ce ne fut pas long. Le château, propriété des Templiers, avait été donné, par Philippe-le-Bel, aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. C'était une des plus riches commanderies de l'ordre de Malte, et l'un de ses derniers propriétaires fut le grand bailli de Suffren, le vainqueur des Indes. Situé sur un mamelon de la longue plaine qui va du bois de Païolive au confluent de l'Ardèche et du Chassezac, le château de Jalès formait quatre corps de bâtiments avec une tour à chaque angle, disposée autour d'une cour carrée dont le centre était une vaste citerne. Le tout, défendu par un mur d'enceinte percé de meurtrières et haut de cinq mètres. Le château de Jalès, déjà pris sans coup férir, en février 1791, par les gardes nationales du Pont-Saint-Esprit, était en ce moment démunie d'armes, de munitions et de défenseurs. Mais le ridicule abbé Mulot — qui ne l'avait vu qu'en imagination, lors de sa mission à Nîmes, l'année précédente — se trompait en disant que Jalès n'était qu'une grande ferme avec un colombier ressemblant à une tour ². Le mur d'enceinte dont il existe encore de larges pans, et les armoiries de l'une des portes prouvent exactement le contraire. Quoi qu'il en soit, les soldats

¹ *Moniteur* du 21 mars 1792.

² *Moniteur* du 21 mars 1792.

mirent le feu au monument, sans être dérangés dans leur glorieuse opération. Sur les ruines, cinq maisons de cultivateurs s'élèvent aujourd'hui et forment le hameau de Jalès au nom impérissable ¹.

Puis, ce fut le tour du château de Bannes. Celui-ci, avant la Révolution, appartenait à la puissante et antique maison des Grimoard de Beauvoir du Roure, qui a donné des papes, des cardinaux et des archevêques à l'Église, des hommes de guerre à la patrie et des gouverneurs à nos provinces méridionales ². Le château de Bannes, restauré par M. le comte du Roure, était un des châteaux forts les plus imposants des Cévennes, et en même temps une maison d'habitation des plus luxueuses. Bâti sur un entassement gigantesque de rochers calcaires, il dominait presque tout le Mailhaguez et le Haut-Uzège, — servant autrefois de défense à une partie du Vivarais contre les incursions des routiers qui descendaient par le Gévaudan. Ses proportions étaient immenses. Long de 170 mètres sur 80 de large, il avait 365 fenêtres, juste le nombre des jours de l'année. Avec ses défenses, ses ponts-levis, ses donjons, sa grande tour carrée de 11 mètres 20 centimètres de rayon, il offrait un extérieur formidable. Sur le portail principal, on lisait ces deux vers d'Horace :

SI FRACTUS ILLABATUR ORBIS
IMPAVIDUM FERIENT RUINÆ.

L'intérieur était plein d'élégance, de splendeur et de confortable. Il y avait la salle des armes, la salle des archives, la salle de compagnie, la salle de spectacle, la salle du roi Hérode (ainsi nommée à cause du *Massacre des saints Innocents* peint sur les murs), la chapelle, les somptueux appartements du comte et de la comtesse du Roure. Que sais-je encore ? Un grand escalier, allant du rez-de-chaussée au troisième étage, déroulait ses larges et molles spirales autour de colonnes en marbre admirablement sculptées. L'or brillait aux lambris, des fresques ornaient les plafonds. Dans la vaste cour,

¹ Nous tenons ces renseignements sur Jalès de M. l'abbé Maurin, curé de Casteljau, dont le grand-père fut un des acquéreurs de l'ancienne commanderie. Nous avons, du reste, plusieurs fois visité ces lieux désormais historiques.

² MORERI: *Grand Dictionnaire historique*; généalogie des Grimoard de Beauvoir du Roure.

s'élevaient des jardins et des bosquets. Tous les agréments de la vie avaient été accumulés sur ces rochers à pic, et de grands seigneurs et de belles dames venaient y passer la saison d'automne. Quand on parlait d'une merveille du pays, on disait : le château de Bannes ¹.

L'incendie dura cinq jours et cinq nuits, et laissa une impression profonde dans les imaginations populaires. Un notaire, le vénérable M. Fabrégat, qui habitait le château lors de sa destruction, comme fondé de pouvoirs de M. le comte du Roure, nous a laissé une Relation manuscrite de cet événement, on ne peut plus saisissante. Reproduisons une page de son récit : « Nous vîmes, dit M. Fabrégat, « arriver à Bannes, des troupes venant du côté de Berrias, des « Vans et de Saint-Ambroix ². Elles montèrent au château au pas « de charge, baïonnettes en avant et tambour battant. Nous escala- « dâmes la montagne de Banelle pour contempler de loin le sac et « le pillage de nos maisons. Quelques minutes après, nous aper- « çûmes une fumée épaisse, puis les lueurs de l'incendie. Le feu « prit bientôt de l'intensité, gagna les combles et sortit de toutes « les fenêtres en gerbes enflammées. Quel spectacle horrible ! Nous « crûmes que tout le village brûlait, et nous nous mîmes tous à « pousser des sanglots. Dans l'embrasement général, la flamme « montait à plus de 30 mètres de hauteur, et, poussée par un vent « violent de nord-est, se recourbait en crinière de feu sur nos mai- « sons, et je ne sais par quel miracle du ciel tout le village ne fut « pas consumé. Bientôt l'œuvre de destruction fut accomplie, et il « nous fut donné de contempler de loin les ruines de notre antique « château. »

Le géant était mort ; mais son cadavre faisait encore peur. Voici la copie du procès-verbal de la séance du Directoire de l'Ardèche, dans laquelle fut ordonnée la démolition même des ruines :

« Le Directoire du département de l'Ardèche, extraordinairement « assemblé à Joyeuse, chef-lieu du district du Tanargue, le 13 juil- « let 1792 :

« Considérant que, quoique le château de Bannes ait été incendié, « les murs, les voûtes et tous les bâtiments existent encore, et qu'il

¹ *Description du château de Bannes*. Manuscrit de feu M. l'abbé Chaurand, mort curé de la paroisse. Voir aussi *l'Histoire des communes du canton de Vans*, de M. Marius Tallon, et les *Souvenirs de l'Ardèche*, de M. Ovide de Valgorge.

² Saint-Ambroix, chef-lieu de canton (Gard).

« importe de le démolir, afin que désormais ce château ne puisse
« plus servir d'asile aux rebelles ;

« Oui le procureur-syndic ;

« Arrête :

« Que les murs, voûtes et remparts du château de Bannes seront
« démolis incessamment ;

« Charge, en conséquence, le sieur Auzillon, ingénieur en chef
« du département, d'employer un nombre suffisant de bras pour que
« cette démolition soit promptement opérée. »

Cet arrêt¹ est signé des noms suivants : Bouvié, président ; Bruyère, vice-président ; Champanhet, Dumont, Bollon, Moze, Ferrand et Gleyzal ; Boissy, procureur-syndic. Les sept premiers directeurs étaient d'honnêtes et faibles comparses qui, sauf M. Dumont, rentrèrent bientôt dans l'obscurité. Il n'en fut pas de même de Gleyzal et de Boissy (Boissy d'Anglas). Un mois après, ils étaient élus députés de l'Ardèche à la Convention.

VIII

Les deux derniers actes de Jacquerie rurale que nous signalent les annales du Vivarais, en 1792, eurent lieu au mois de décembre : l'un, à Beauchastel, canton de La Voulte ; l'autre, à Laurac, canton de Largentière.

A Beauchastel, quarante paysans, conduits par un officier municipal de l'endroit, s'installèrent dans une île située sur le Rhône et appartenant à MM. André Pélissier, Antoine Girodon et Jacques Bac, notables. Ils vendirent les fourrages, les pailles et les bois, — faisant défense aux légitimes propriétaires de ne plus, à l'avenir, mettre les pieds dans leurs possessions. Les propriétaires lésés s'adressèrent au maire de Beauchastel et au procureur de la commune. Mais ceux-ci se contentèrent de répondre « qu'ils ne pou-
« voient apporter à cela aucun remède et qu'ils ne vouloient pas
« faire le sacrifice de leur vie². »

¹ Ce document, ainsi que beaucoup d'autres pièces officielles que nous possédons sur cette époque, proviennent de la succession de M. Pellier, ancien notaire à Joyeuse, et grand collectionneur.

² *Procès-verbal de la troisième session du Conseil administratif de l'Ardèche*, Privas, imprimerie Guillet, 1792, p. 17.

A Laurac, la municipalité confisqua une maison appartenant à M. de Vesian, et se partagea une vingtaine de moutons qui se trouvaient dans les étables ¹.

Les pillards de Laurac, pas plus que ceux de Beauchastel, ne furent inquiétés. Et cela se conçoit : la France est en République depuis le 22 septembre ; on instruit le procès de Louis XVI ; la Montagne gronde, et la Terreur inaugure définitivement son règne. Les pillages, les dévastations, les exactions et les assassinats recommencent ; mais ce n'est plus alors la Jacquerie rurale, déchaînée en pleine anarchie gouvernementale et devant l'abdication du pouvoir : c'est la Jacquerie officielle, dirigée, de 1793 à 1795, par le pouvoir lui-même, contre tout ce qui restait encore d'âmes honnêtes, nobles et libres, dans notre malheureuse France.

De 1789 à 1793, les autorités du Vivarais désarmèrent presque toujours devant les brigands. On opposa bien, par ci, par là, quelque résistance ; on fit bien appel aux gendarmes ; mais c'était pour la forme, pour sauver les apparences, et par un reste de pudeur. Au fond, on excusait les bandits, cherchant à leurs forfaits les plus misérables circonstances atténuantes. Le Directoire départemental, ou bien s'inclinait devant « la dictature de l'attroupement », ou bien faisait remonter aux « aristocrates », aux « prêtres insermentés », au Roi lui-même, la cause des désordres. Comme preuve, nous n'avons à citer que les paroles suivantes prononcées par Boissy d'Anglas, procureur-syndic, à l'ouverture de l'Assemblée administrative de l'Ardèche, le 6 avril 1792 : « Les troubles qui viennent « d'agiter ce département tiennent à des causes dont quelques-unes « sont publiques, mais dont la plupart sont cachées, à des combinaisons profondes, *plus ou moins liées aux projets des défenseurs de l'Ancien Régime*. Le peuple a demandé justice : il ne « l'a pas obtenue, et *il a cru pouvoir se la faire lui-même, implacable dans ses vengeances* ; mais, le jouet de quelques brigands attirés par l'attrait du pillage, il est tombé dans des excès « qui déshonorent la cause qui les a fait naître ². »

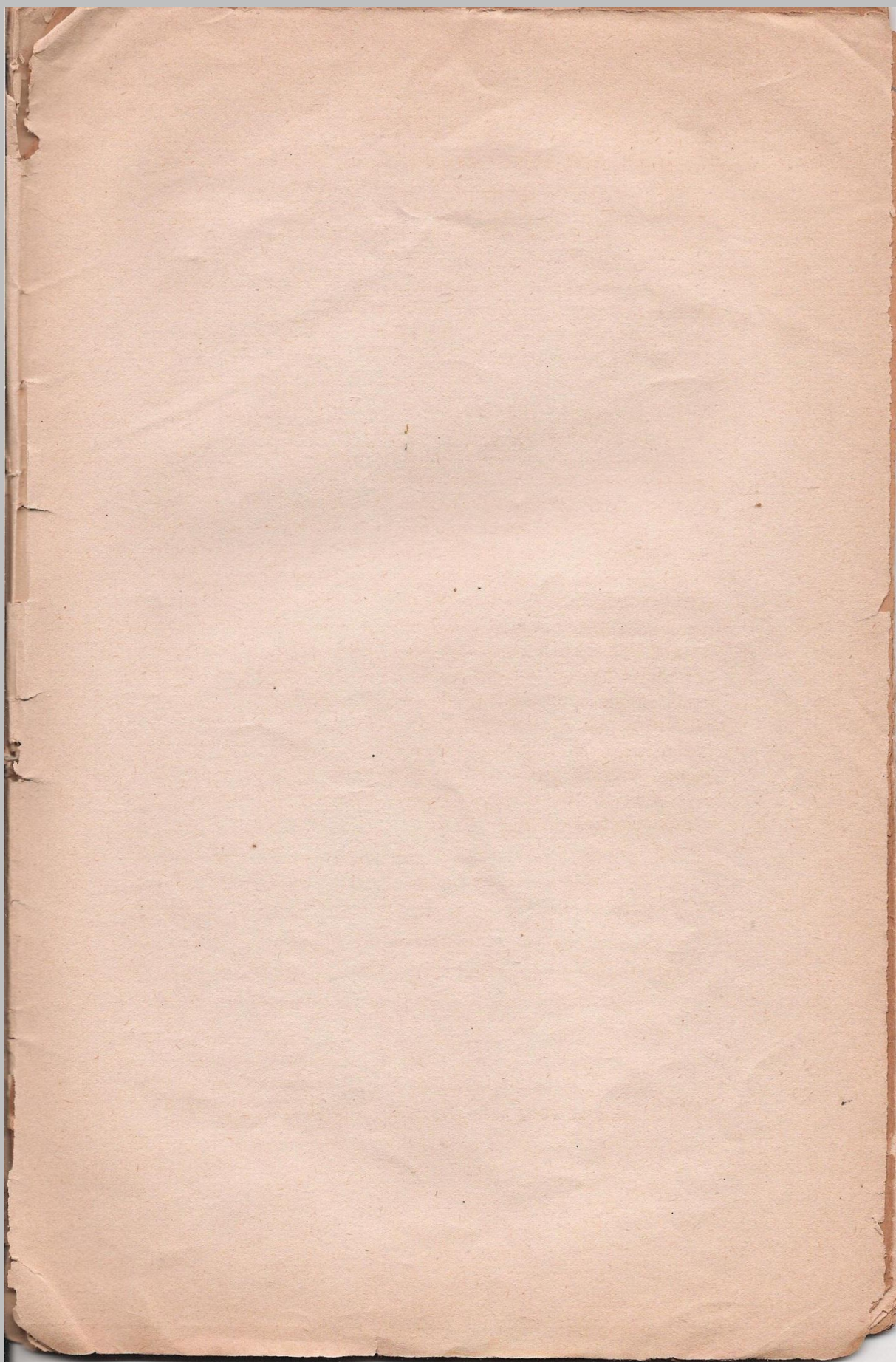
Dans notre récit du massacre de l'abbé de la Molette et du chevalier d'Entremeaux ³, nous avons essayé de disculper Boissy d'Anglas des affreuses paroles que lui prêtent certains historiens,

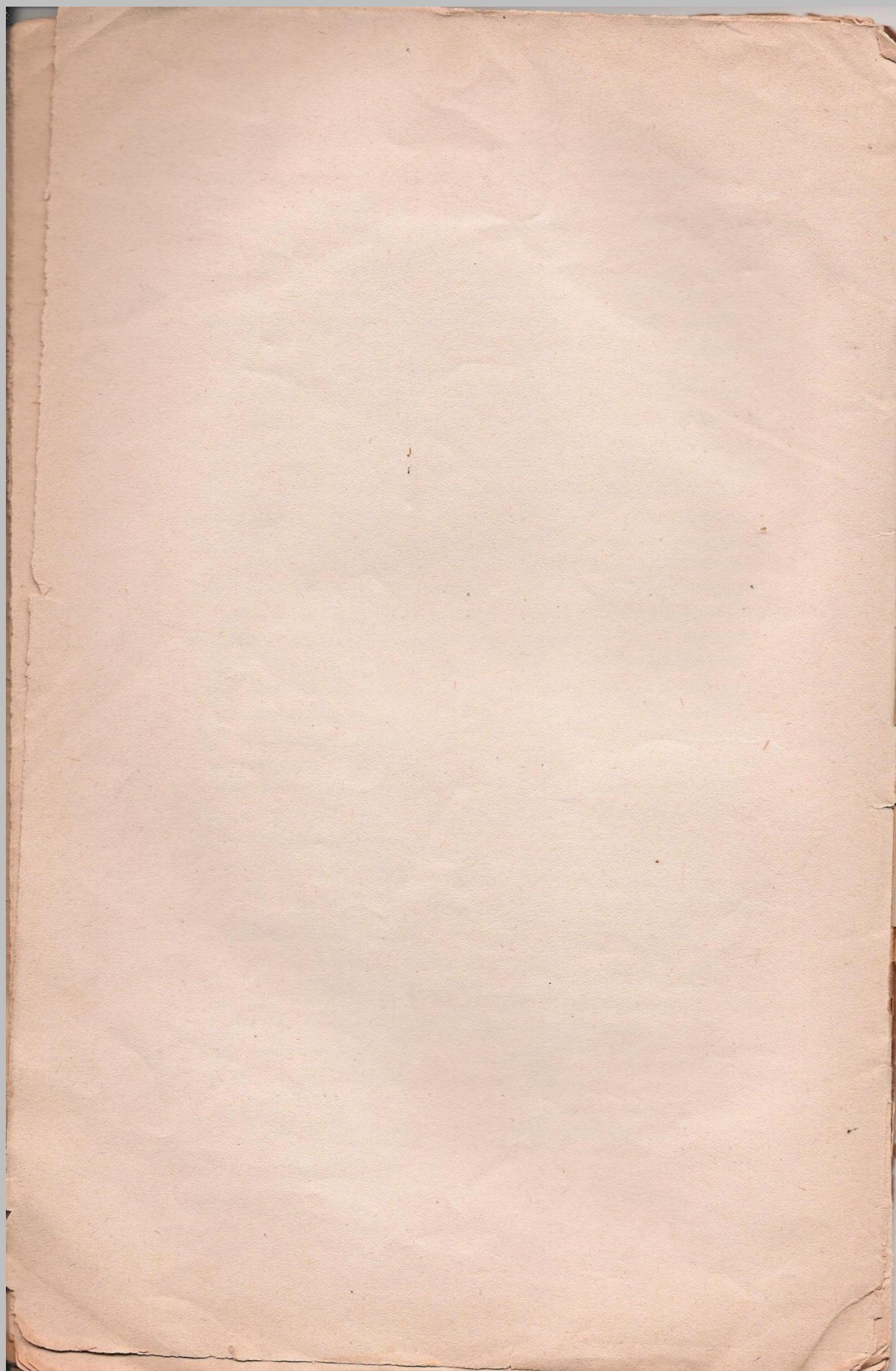
¹ Documents de famille.

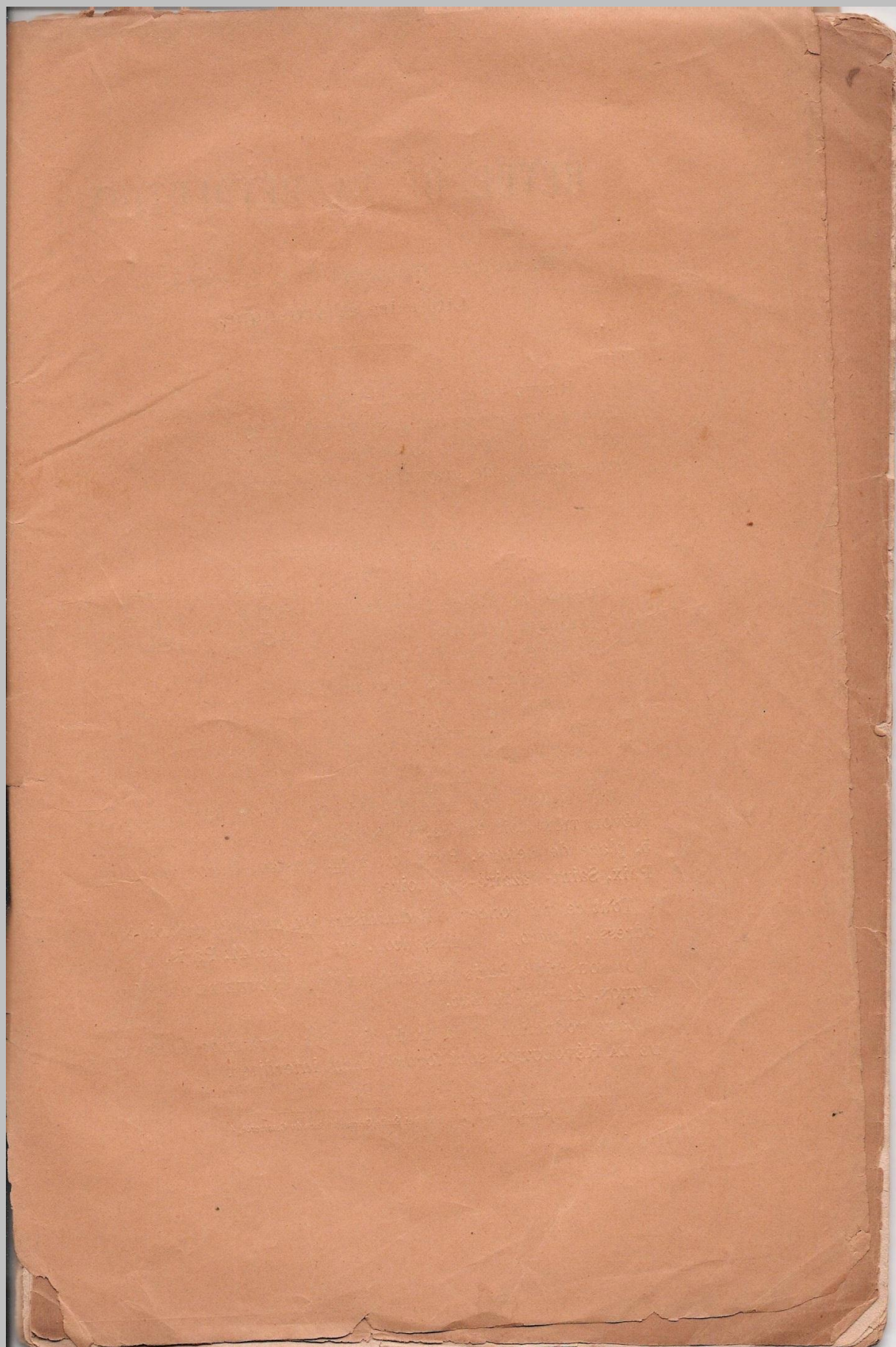
² Ce discours fait partie de nos archives.

³ Voir la *Revue de la Révolution*. Livraison de février, p. 111 et 112.

d'après lesquels il aurait laissé froidement assassiner les deux victimes, en s'écriant : « Le peuple est toujours juste, même dans sa vengeance. » Mais, cette fois, toute disculpation est impossible. Le discours que prononça M. le procureur-syndic, à Privas, dans la journée du 16 avril 1792, est tout ce qu'il y a de plus authentique. Or, malgré d'habiles circonlocutions et d'équivoques périphrases, prétendre que « le peuple, n'ayant pas obtenu justice, a cru pouvoir se la faire lui-même, implacable dans ses vengeances », n'est-ce pas légitimer et justifier en quelque sorte ces « vengeances » du peuple ? Boissy d'Anglas est peut-être resté muet pendant que s'accomplissait le drame de Joyeuse. Mais ce qu'il ne dit pas, le 13 juillet, au siège du district du Tanargue, il l'avait dit, ou, du moins, donné clairement à entendre, à Privas, le 6 avril, trois mois auparavant. Nous avons montré ce qu'était ce peuple, dont Boissy d'Anglas excusait les atrocités. Nous avons dit ce que firent les pères et les représentants de la Révolution dans le Vivarais. Mais il ne faut pas conclure de notre récit que, de 1789 à 1793, il n'y eut que des bandits dans cette province. Non : ceux-ci n'étaient que l'infime minorité, la lie paysannesque, l'écume rurale. La majorité de la population, laborieuse et calme, gémissait de tous ces brigandages. Celle-là était fidèle à ses convictions et à ses croyances. C'est elle qui, à trois reprises, fournit les éléments des fédérations catholiques du camp de Jalès. Une de ces fédérations, celle du 21 février 1791, put réunir jusqu'à trente mille hommes, — trente mille croisés que leurs chefs ne secondèrent point, mais qui, pour la défense de la religion de leurs pères, n'avaient pas hésité à décrocher le vieux fusil de chasse et à quitter leurs montagnes, aux gorges inaccessibles.







REVUE DE LA RÉVOLUTION

Historique, Philosophique, Économique,
Littéraire et Artistique.

La REVUE DE LA RÉVOLUTION paraît le 5 de chaque mois.
Chaque numéro se compose de 100 à 120 pages in-8° grand
raisin ; il contient, en outre, deux reproductions, par la
photogravure, de gravures ou de documents.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

	UN AN	SIX MOIS
France et Alsace-Lorraine	30 fr.	16 fr.
Étranger (union postale)	35 fr.	18 fr.
Étranger ne faisant pas partie de l'union, le prix de la poste en sus.		
Prix de la livraison vendue séparément	3 fr.	

Tout ce qui concerne la rédaction de la REVUE DE LA
RÉVOLUTION doit être adressé, *franco*, à M. Ch. d'Héricault,
5, place de Rennes, Paris, ou à M. Gustave Bord, rue de la
Paix, Saint-Nazaire-sur-Loire.

Tout ce qui concerne l'administration de la *Revue* doit être
adressé, *franco*, à M. A. Sauton, rue du Bac, 41, Paris.

On souscrit à Paris aux bureaux de la REVUE DE LA RÉVO-
LUTION, 41, rue du Bac.

La reproduction et la traduction des travaux de la REVUE
DE LA RÉVOLUTION sont formellement interdites.

Scanné le 28 septembre 2011 par Alain Auzas.